

Parlons Turquie : le Premier Ministre Carney décroche un nouveau partenaire commercial hors États-Unis

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

Dans le cadre de sa stratégie consistant à privilégier « n'importe quel partenaire, sauf les États-Unis, » le Premier Ministre Mark Carney a entrepris un nouveau déplacement à l'étranger, coûteux et très médiatisé : cette fois-ci, en Turquie. L'homme à la tête du gouvernement semble vouloir afficher ostensiblement son mépris pour notre principal et plus ancien partenaire commercial, avec qui nous partageons un continent ainsi qu'une longue frontière. En octobre, il a effectué une visite prolongée à Ankara, où il a eu des entretiens importants avec le président turc Recep Tayyip Erdoğan, portant sur le commerce, la sécurité et la coopération.¹

Ceux qui soutiennent le Premier Ministre dans son programme intérieur et partagent son point de vue sur le président américain Donald Trump semblent, dans l'ensemble, approuver les accords qu'il conclut à travers le monde... à condition qu'ils n'impliquent pas les États-Unis. Le désaccord entre le Premier Ministre Carney et le président Trump est généralement perçu comme un différend commercial ; il s'agit toutefois, de toute évidence, d'un choc des personnalités doublé d'une profonde divergence sur des questions de société. À mon sens, les négociations commerciales auraient pu aboutir à de meilleurs résultats — et se dérouler avec moins d'accrocs — si les deux dirigeants avaient été sur la même longueur d'onde concernant ces autres enjeux. Le gouvernement libéral, sous la direction de Justin Trudeau puis, désormais, de Mark Carney, a continué de promouvoir l'avortement (tant au pays qu'à l'étranger), l'aide médicale à mourir sous toutes ses formes, les chirurgies de transition de genre pour les mineurs, ainsi qu'une politique d'immigration aux frontières ouvertes. Le président américain, pour sa part, a pris des mesures visant à limiter, voire à contrer, chacune de ces initiatives aux États-Unis.

Le 21 août 2026, le Premier Ministre a annoncé l'interruption des négociations commerciales entre le Canada et les États-Unis. Cette décision faisait suite à sa visite en Chine, le 16 janvier,² durant laquelle il a rencontré le président du PCC, Xi Jinping ; les deux dirigeants ont conclu de nouveaux accords commerciaux et ont, par ailleurs, manifesté leur volonté de renforcer leur coopération. Ces accords prévoyaient, entre autres, une réduction des droits de douane chinois sur les produits agricoles canadiens, ainsi que l'ouverture du marché canadien à un contingent annuel de 49 000 véhicules électriques chinois. Le signal était sans équivoque et s'inscrivait dans la lignée d'autres déclarations publiques de M. Carney. Le Canada est en quête de nouveaux partenaires. Sa dépendance et l'interdépendance vis-à-vis des États-Unis ne pouvaient plus être tenues pour acquises.

Le président Trump a, naturellement, vu d'un mauvais œil le rapprochement du Canada avec la Chine, ainsi que les importations de véhicules électriques chinois. Cela a peut-être pesé sur des négociations commerciales déjà ardues. Les Canadiens devraient également prendre conscience qu'une coopération avec la Chine, sur le plan commercial ou autre, ne sera possible que si nous nous abstenons de faire publiquement la leçon à Pékin au sujet de ses nombreuses violations des droits humains:³ le traitement infligé aux Ouïghours, le prélèvement d'organes sur des prisonniers politiques, le souvenir de la place

Tiananmen et des centaines (voire des milliers) de personnes brutalement tuées par le régime communiste. Si nous souhaitons entretenir des relations amicales avec Pékin — selon Xi Jinping —, ces sujets ne doivent pas être abordés en public. En Chine, il est tout simplement interdit d'en parler.

Le Canada compte actuellement 15 accords de libre-échange (ALE) avec 51 pays.⁴ Le rythme effréné des événements mondiaux fait tourbillonner ces accords ainsi que ceux encore en cours de négociation à la manière d'un kaléidoscope: de nouveaux traités remplacent les anciens, tandis que des alliances inédites fragilisent, voire brisent, celles auxquelles nous étions habitués. L'idée, évoquée par le Premier Ministre, d'une forme de « statut de membre associé » au sein de l'UE constitue l'un de ces éléments mouvants (nous y reviendrons ultérieurement). Par ailleurs, les alliances et les tensions au Moyen-Orient viennent complexifier davantage la mise en place de partenariats fiables et durables.

Les récentes démarches du Premier Ministre visant à renforcer les liens avec la Turquie ont pris une tournure intéressante en ce qui concerne les enjeux liés aux droits de la personne. Alors qu'il impose le programme LGBTQ aux Canadiens dans les écoles, le sport et les tribunaux, il fait fi des inquiétudes exprimées par les militants LGBTQ, qui tirent la sonnette d'alarme quant à la manière dont ces questions sont traitées en Turquie.⁵ Tandis que le Canada promeut des « modes de vie alternatifs » et que notre Premier Ministre s'enthousiasme pour les défilés de la Fierté, des militants sont emprisonnés en Turquie et leurs comptes sur les réseaux sociaux sont bloqués. Il est frappant de constater que des dirigeants autoritaires, tels que Poutine et Erdogan, peuvent se réclamer des « valeurs familiales, » alors même que nos dirigeants canadiens font emprisonner des pasteurs et des défenseurs de la famille qui osent s'exprimer sur des questions touchant à l'identité de genre et à la mutilation de mineurs. Malgré ces divergences, notre Premier Ministre est capable de fermer les yeux sur les abus de pouvoir commis à l'étranger afin de créer une impression d'unité (peut-être illusoire) avec divers gouvernements, dès lors qu'il estime que cela lui permettra de consolider sa propre emprise sur le pouvoir au Canada.

Le PHC⁶ rouvrirait des négociations commerciales avec les États-Unis et se réserverait le droit de contester les agissements d'autres nations qui violent les droits humains, même si cela devait ralentir la marche vers un gouvernement mondial. L'unité est une bonne chose, mais une unité bâtie sur des fondements injustes mènera inévitablement à la déception et au chaos.

Notes de bas de page

¹ www.ctvnews.ca/politics/article/canada-launches-strategic-partnership-with-turkiye-aimed-at-securing-free-trade-deal/

² www.fmprc.gov.cn/eng/xw/zyxw/202601/t20260116_11814149.html

³ www.youtube.com/watch?v=L7JhkgFW9yg&t=62s

⁴ www.tradecommissioner.gc.ca/en/market-industry-info/free-trade-agreements.html

⁵ www.ctvnews.ca/world/article/turkiye-jails-8-lgbtq-activists-pending-trial-as-part-of-sweeping-investigation/

⁶ www.chp.ca/fr/

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent principal du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.